

Compte rendu

Ouvrage recensé :

COHEN, Lenard J. *Broken Bonds. The Disintegration of Yugoslavia*. Boulder, Westview Press, 1993, 299p.

par Julie Fournier

Études internationales, vol. 26, n° 1, 1995, p. 201-204.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703443ar>

DOI: 10.7202/703443ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

cinq illustre les crises qui affectent les champs disciplinaires dont l'économie et la géographie. Les critiques sont pertinentes même si elles se limitent aux économistes et tropicalistes français. Même remarque pour le chapitre 7 qui traite de la sociologie et de l'ethnologie – anthropologie. Les auteurs sont particulièrement sévères pour cette dernière discipline écrivant «comme la sociologie du développement vingt ans avant (l'anthropologie du développement) ne travaille pas plus pour le profit de l'entreprise du développement que pour celui de l'anthropologie» (p. 104). Enfin, cette deuxième partie sur le rôle occupé par les différentes disciplines dans les débats du développement traite dans le chapitre 8 de l'histoire, des études juridiques et des sciences politiques pour conclure sur la pluridisciplinarité-alibi (cohabitation hiérarchisée, recouvrement partiel, lecture transcusale, emprises latérales...), les tentatives illusoire de dépassement des clivages par le travail collectif et/ou par le terrain reflétant l'abus de positions dominantes (économiques principalement).

La troisième partie passe en revue les sciences du développement dans deux régions : Amérique-latine (chapitre 9), l'Afrique (chapitre 10) tout en présentant d'une manière succincte dans le chapitre huit «la gestion du développement» dont le rôle du «marché» au regard des médiocres résultats opérationnels des théories de la gestion du développement. À cette question s'affrontent plusieurs voies : théories (économiques) pour un «autre développement» où l'on oppose de manière plus radicale efficacité économique et bien-être collectif, réintroduction de la culture :

qu'elle porte le nom de culture-action, de culture-crédation, de culture de non-soumission, on mettra l'accent sur la créativité, l'imaginaire des acteurs. Les grilles d'analyse soulignent les tentatives de dépassement disciplinaire. Notons que les recherches anglo-saxonnes menées en Amérique latine et en Afrique ne sont pas oubliées par les auteurs et leur conclusion note avec raison la richesse exceptionnelle – théorique et empirique – qui au-delà du développement fait progresser la réflexion sur le changement social.

Ouvrage de présentation agréable, très bien rédigé, qui peut servir de manuel pour ceux ou celles qui s'intéressent aux questions que pose le développement des sociétés sous-développées.

Jean-Pierre THOUÉZ

*Département de géographie
Université de Montréal*

EUROPE OCCIDENTALE

Broken Bonds. The Disintegration of Yugoslavia.

COHEN, Lenard J. Boulder, Westview Press, 1993, 299p.

Le conflit violent qui déchire l'ex-Yougoslavie donne lieu à la publication d'un nombre considérable d'ouvrages ou d'articles. Plusieurs abordent le problème sous un angle historique et traitent des causes profondes du conflit ou étudient l'intervention internationale en cherchant à démontrer l'incapacité de la communauté internationale à gérer les conflits de l'après-guerre froide. Le livre de Lenard Cohen, professeur de science politique à l'Université Simon Fraser,

se distingue par le traitement assez original qu'il accorde au conflit yougoslave.

La question fondamentale à laquelle tente de répondre Cohen dans son ouvrage est la suivante : pourquoi la seconde Yougoslavie (1945-91) s'est-elle effondrée ? Pour ce faire, l'auteur met l'accent sur le comportement et les motivations des acteurs impliqués dans le processus récent de désintégration de l'État et accorde une attention particulière au rôle des élites politiques. Si les différences et les inégalités entre les composantes nationales de la Yougoslavie confèrent une faiblesse congénitale à l'État, c'est davantage l'effet des institutions et l'exercice du pouvoir politique sur les rapports interethniques qui ont contribué à miner la capacité de survie de l'État. Cohen soutient toutefois que la responsabilité directe de la désintégration violente de l'État est imputable à l'incapacité des leaders politiques élus ou réélus lors des élections de 1990 de s'entendre sur un nouveau modèle de coexistence politique et économique qui aurait permis de préserver l'unité yougoslave. (p.265)

Cohen montre dans les chapitres 6 et 7 portant sur les caractéristiques des élites politiques et sur les négociations concernant la réorganisation de l'État, que les leaders étaient tout à fait conscients des risques de guerre civile, s'ils ne parvenaient pas à un accord négocié. Leur vision diamétralement opposée de l'État et leur intransigeance conféra toutefois aux négociations constitutionnelles un caractère de jeu à somme nulle. Après des mois de négociations infructueuses sur la nature fédérale ou confé-

dérale à donner à l'État et l'utilisation explosive de la «question serbe», il était devenu impossible d'assurer la cohésion d'un État déjà fortement ébranlé par de profondes divisions ethniques. (p.266)

L'auteur consacre la majeure partie de son ouvrage aux événements précédant immédiatement la désintégration de l'État à partir de la crise du socialisme. Il souligne toutefois que la politique d'intransigeance des leaders s'appuie sur un antagonisme de longue date en ce qui concerne la nature de l'État, aggravé par d'importantes difficultés économiques et l'avènement du pluralisme politique.

Au cœur des problèmes de la Yougoslavie se trouve l'idée même de «yougoslavisme». Tout au long de l'ouvrage, Cohen fait ressortir l'ambiguïté et la faiblesse du concept. Dans le chapitre 1 consacré à l'évolution de l'idée yougoslave de 1830 à 1980, l'auteur montre comment cette idée a un sens différent pour les Serbes et les non-Serbes. Idée croate à l'origine, le yougoslavisme soutenait la création d'une entité décentralisée visant à promouvoir l'autonomie des peuples réunis en son sein. Elle gagna progressivement les élites serbes qui y virent un moyen de réunir tous les Serbes au sein d'un même État dont ils détiendraient le contrôle. Cette divergence de vues et l'exercice centralisé du pouvoir au sein de la première Yougoslavie (1918-1941) vont considérablement nuire à l'entente entre les peuples. Le pouvoir communiste ne parviendra pas non plus à créer une véritable identité yougoslave. Les stratégies changeantes et la dynamique institutionnelle variable du pou-

voir communiste seront davantage génératrices de conflit.

Dans les chapitres 2, 3, 4, et 5, l'auteur analyse la crise du socialisme, l'émergence du pluralisme politique et leurs conséquences sur la fragmentation de l'État fédéral et le triomphe du nationalisme. Déjà à la fin des années '60, les républiques et provinces étaient devenues d'importants centres de décision cherchant avant tout à défendre leur intérêts. Mais c'est véritablement la crise du socialisme qui a contribué à la perte de légitimité du pouvoir en place et favorisé l'émergence du nationalisme. La fin du monopole du parti unique a donné lieu à la prolifération de partis politiques explicitement engagés à défendre des intérêts nationalistes divergents. D'après Cohen, les élections de 1990 sont extrêmement importantes dans la mesure où elles ont légitimé ces divisions. Dans six républiques, et en particulier en Slovénie et en Croatie, chefs de file des transformations politiques, les leaders nationalistes et anti-communistes vont réclamer la transformation de la vieille structure fédérale en une confédération souple d'États souverains alors que dans deux autres, la Serbie et le Monténégro, les leaders communistes-nationalistes vont soutenir la création d'une fédération renouvelée fortement centralisée. Les premières élections pluralistes montrèrent également la faiblesse des forces politiques cherchant à transcender les divisions interethniques. L'idée yougoslave n'était déjà plus à ce moment qu'une option politique marginale. (pp.159-160)

Si ces éléments annonçaient déjà le démembrement de la fédération, le

comportement des élites politiques sera toutefois directement responsable de son éclatement. (chapitres 6 et 7) D'après Cohen, les divergences quant à la nature de l'État renforcées par la méfiance mutuelle entre les leaders, les conflits de personnalité et les pressions des milieux politiques laissaient entendre que ces gens avaient peu de chance de négocier pacifiquement une restructuration de l'État. (p.172) Quatre enjeux principaux étaient au cœur des discussions : le statut et la valeur du maintien de la fédération, le droit des républiques de se séparer de la fédération, le caractère des frontières républicaines et le caractère des futurs arrangements entre les républiques. (p.196) À cet égard, Slovènes et Croates d'une part et Serbes d'autre part (les autres groupes ethniques ayant une attitude plus mitigée) affichaient un point de vue complètement antithétique. (p.214) Pour les premiers, chaque république avait le droit de faire sécession et la future organisation du pays devait préserver l'inviolabilité des frontières républicaines tandis que pour les seconds, cette situation était inacceptable parce qu'elle divisait des groupes ethniques, en l'occurrence les minorités serbes vivant dans les autres républiques, contre leur gré.

Enfin, dans les chapitres 8 et 9, Cohen traite de la dissolution violente de l'État en tant que telle, de l'intervention internationale dans le conflit et affirme que la guerre a évincé toute croyance qui pouvait encore exister en l'idée yougoslave. (p.228) Le fait que le yougoslavisme ait été incapable de créer des liens entre les peuples des Balkans ne signifie toutefois pas que la coopération entre ces peuples soit impossible. (p.280) En

conclusion, l'auteur affirme que les impératifs de l'économie ainsi que la proximité géographique et culturelle suggèrent qu'une telle coopération réapparaîtra. (p.282)

Le livre de Cohen constitue à notre avis un excellent ouvrage sur le conflit yougoslave. Il a entre autres le mérite de fournir un traitement objectif du conflit et de mieux faire comprendre les motivations des Serbes, élément souvent négligé par d'autres auteurs. L'ouvrage a également le mérite de coupler au comportement des élites celui des masses en s'appuyant sur des statistiques et des résultats d'enquêtes. Cohen aurait toutefois eu avantage à être un peu moins descriptif et davantage analytique. L'auteur aurait pu rattacher son explication à certaines considérations théoriques comme il l'a fait dans les toutes dernières pages de son livre en abordant trop brièvement le degré de violence du conflit. Son livre demeure cependant extrêmement intéressant voire indispensable à celui qui travaille sur le sujet.

Julie FOURNIER

Assistante de recherche
IQHEI

Paris-Bruxelles. Comment se fait la politique européenne de la France.

Lequesne, Christian. Paris, FNSP, 1993. 288p.

Version remaniée d'une thèse de doctorat, cette monographie est à la fois une description synthétique de l'appareil politico-administratif de la France en ce qui a trait à la Communauté européenne et une histoire du processus concret de prise de déci-

sion de mai 1981 à mars 1993. Plutôt qu'un exposé statique sur les mécanismes de l'État, il s'agit d'une analyse de leur fonctionnement. Les dimensions normative et réelle s'imbriquent de manière à répondre aux interrogations que peuvent soulever spécialistes de l'administration publique, du droit constitutionnel et des relations internationales.

L'ouvrage est riche en informations sur des personnes et des instances qui occupent rarement le devant de la scène mais auxquelles revient la tâche de formuler et de mettre en œuvre la politique européenne de la France. Cet aspect empirique de l'étude n'est guère superflu dans la mesure où la construction européenne, œuvre d'intégration internationale à caractère progressif et multiforme touche de nombreuses fonctions étatiques et appelle constamment des innovations, voire des improvisations. Il en résulte des aménagements et inflexions dans les structures formelles des États, des évolutions imperceptibles dans le rôle des institutions, et des changements dans l'étendue des attributions. La pratique ayant valeur de précédent, la présentation d'exemples et de cas précis est indispensable à l'intelligence d'un processus qui est toujours en cours. L'auteur a puisé ces renseignements à bonne source, à savoir dans 140 entretiens menés entre 1986 et 1993 auprès de 126 responsables, décideurs, conseillers et hauts fonctionnaires qui ont contribué à définir la politique communautaire de la France.

L'ouvrage appartient à une étape précise de l'évolution de la « littérature » sur la construction européenne. Jusqu'au début des années 1970,